

Art. 46. Les organisations syndicales et patronales représentées au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant s'engagent à ne pas introduire de revendications supplémentaires au niveau de la commission paritaire ou des entreprises avant le 31 mars 1993.

Art. 47. La convention collective de travail du 16 décembre 1986 conclue au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant fixant les conditions de travail et de rémunération, rendue obligatoire par arrêté royal du 23 avril 1987, modifiée par la convention collective de travail du 17 avril 1989, rendue obligatoire par arrêté royal du 15 janvier 1991, est abrogée.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 12 octobre 1993.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Art. 46. De werknemers- en de werkgeversorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel verbinden er zich toe geen bijkomende eisen te stellen op het vlak van het paritair comité of op het vlak van de ondernemingen, vóór 31 maart 1993.

Art. 47. De collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 1986 gesloten in het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel, tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 april 1987, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 april 1989, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 15 januari 1991, wordt opgeheven.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1993.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL  
ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 93 — 2768 (93 — 2507)

22 SEPTEMBRE 1992. — Accord de coopération entre l'Etat et la Communauté flamande relatif à la coordination de la politique en matière de réglementation du chômage et la politique en matière de formation professionnelle dans un établissement d'enseignement. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 219 du 28 octobre 1993, page 23628, dans le texte français, sous 5°, les mots « un mois » doivent être remplacés par les mots « un an ».

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID  
EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 2768 (93 — 2507)

22 SEPTEMBER 1992. — Samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap betreffende de onderlinge afstemming van het beleid inzake de werkloosheidsreglementering en het beleid inzake beroepsopleiding in een onderwijsinstelling. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 219 van 28 oktober 1993, blz. 23628, dient in de Franse tekst onder 5°, de woorden « un mois » vervangen te worden door de woorden « un an ».

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 2769

24 SEPTEMBRE 1993

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 14 septembre 1987 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1987 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que l'expérience ou l'application de l'arrêté du 14 septembre 1987 conduit à apporter quelques améliorations en vue d'assurer un meilleur service pour ceux qui recourent aux centres de service social;

Considérant qu'il convient en outre de préciser le régime applicable en cas de non respect par les Centres de service social de leurs obligations;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1993,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1987 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° assurer une permanence hebdomadaire minimale à raison de dix heures semaine par équivalent temps plein considéré pour l'application de l'article 7, alinéa 2.

Ce volume peut être réparti entre les bureaux de consultation. La permanence doit être assurée par des professionnels qualifiés au sens du 2° du présent article, faisant partie ou non du nombre de personnels qualifiés pris en considération pour l'octroi des subventions.

Cette permanence hebdomadaire doit être assurée au moins 44 semaines par an. »

B. Le 6° est remplacé par le texte suivant :

« 6° être accessible à chacun, quelle que soit son appartenance idéologique, philosophique ou religieuse, quelle que soit sa nationalité, et sans qu'une affiliation au Centre de service social ne soit exigée. »

Art. 2. L'intitulé de la Section II du chapitre II de l'arrêté précité est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section II — Procédure d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément.

Art. 3. Le quatrième alinéa de l'article 8 de l'arrêté précité est supprimé.

**Art. 4.** Il est inséré dans la Section II du chapitre II, un article 6bis libellé comme suit :

« Art. 6bis, 1° L'agrément peut être suspendue par le Ministre si une des conditions visées à l'article 4 vient à ne pas être respectée, si une des obligations visées à l'article 9 ou au chapitre VI n'est pas remplie ou si le Centre ou un de ses agents a commis une irrégularité grave.

La suppression a pour effet de différer le paiement des avances visées à l'article 8.

Elle prend fin dès que le Ministre prend acte du constat, dressé par un fonctionnaire visé à l'article 19, du fait que le Centre s'est mis en règle ou a réparé l'irrégularité et ses conséquences et a pris les mesures pour éviter qu'elle se reproduise.

2° L'agrément peut être retirée par le Ministre si :

— les renseignements fournis en application de l'article 5 se révèlent inexacts;

— le Centre ne remplit plus la mission visée à l'article 2;

— le Centre omet de se mettre en règle dans un délai de trois mois après que son agrément ait été suspendue.

3° Avant de procéder à la suspension ou au retrait d'agrément, le Ministre ou son délégué avisera le Centre par lettre recommandée motivée de son intention de procéder à la suspension ou au retrait d'agrément. Le Centre dispose alors d'un délai d'un mois pour faire connaître son point de vue; passé ce délai le Ministre peut statuer.

4° La suspension d'agrément, le retrait d'agrément et la prise d'acte de fin de suspension sont notifiés par lettre recommandée au Centre concerné. »

**Art. 5.** Au deuxième alinéa de l'article 7 de l'arrêté précité, les mots « il détermine au moment de l'agrément et ensuite » sont remplacés par : « il détermine au moment de l'agrément et il peut déterminer ensuite ».

**Art. 6.** L'article 9 de l'arrêté précité est modifié comme suit :

a) le 2° est remplacé par « 2° informer immédiatement le Service de l'aide sociale du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, par envoi recommandé, de toutes les modifications apportées aux statuts et à l'effectif du centre; »

b) au 4°, il est ajouté la phrase suivante : « Le Ministre peut imposer l'emploi d'un modèle-type de journal; »

c) au 5°, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « au Service de l'aide sociale du Ministère de la Culture et des Affaires sociales ».

**Art. 7.** L'article 10 est complété par l'alinéa suivant : « Les Centres sont tenus de fournir à leur demande toute information dont ils disposent, relative à l'application du présent arrêté, sans préjudice du respect du secret professionnel envers les personnes aidées par le Centre. »

**Art. 8.** Est inséré après l'article 10 de l'arrêté, un article 10bis rédigé comme suit :

« Art. 10bis. Les Centres sont également tenus d'afficher à front de rue l'existence du Centre et l'horaire des permanences, là où se tiennent les consultations;

**Art. 9.** Dans l'intitulé du chapitre II ainsi que dans les articles 5, 6, 7 et 12 de l'arrêté, il y a lieu de remplacer le mot « agrément » par « agrément ».

**Art. 10.** Un article 14, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté :

« Art. 14. Le Ministre ayant l'Aide sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

**Art. 11.** Le Ministre ayant l'Aide sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 septembre 1993.

Par le Gouvernement :

La Ministre-Présidente de la Communauté française  
chargée des Affaires sociales et de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 93 — 2769

**24 SEPTEMBER 1993.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1987 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en voor de toekenning van toelagen aan de Centra voor maatschappelijk werk

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1987 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en voor de toekenning van toelagen aan de Centra voor maatschappelijk werk;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat uit de ervaring met of de toepassing van het besluit van 14 september 1987 is gebleken dat sommige verbeteringen dienen te worden aangebracht om tot een betere dienst te komen voor degenen die de Centra voor maatschappelijk werk raadplegen;

Overwegende dat het bovendien nodig is te bepalen welk stelsel van toepassing is als de Centra voor maatschappelijk werk hun verplichtingen niet naleven;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 13 september 1993 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1987 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en voor de toekenning van toelagen aan de Centra voor maatschappelijk werk wordt als volgt gewijzigd :

1. Punt 4° wordt door de volgende tekst vervangen :

« 4° permanent aanwezig zijn gedurende tien uur per week voor iedere gelijkwaardige voltijdse werknemer in acht genomen voor de toepassing van artikel 7, lid 2.

Dit aantal uren mag verdeeld worden over de verschillende consultatiebureaus. Deze onthaaldienst mag waargenomen worden door geschoolde beroepskrachten, in de zin van punt 2° van dit artikel, die al dan niet deel uitmaken van het aantal geschoolde beroepskrachten die in aanmerking komen voor de toekenning van de toelagen. Deze wekelijkse onthaaldienst moet minstens tijdens 44 weken per jaar beschikbaar zijn. »

B. Punt 6° wordt door de volgende tekst vervangen :

« 6° open staan voor alle personen ongeacht hun ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging, hun nationaliteit en zonder dat er een lidmaatschap van het Centrum voor maatschappelijk werk kan worden gevergd. »

Art. 2. Het opschrift van Afdeling II van hoofdstuk II van bovenvermeld besluit wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Afdeling II — Procedure tot erkenning, schorsing en intrekking. »

Art. 3. Het vierde lid van artikel 6 wordt geschrapt.

Art. 4. In Afdeling II van hoofdstuk II wordt een artikel 6bis ingevoegd dat als volgt luidt :

« Art. 6bis, 1° De erkenning kan geschorst worden door de Minister indien een van de in artikel 4 bedoelde voorwaarden niet wordt nageleefd, indien een van de in artikel 9 of hoofdstuk VI verplichtingen niet wordt vervuld of indien het Centrum of een van zijn personeelsleden een ernstige onregelmatigheid heeft begaan.

De intrekking heeft tot gevolg dat de betaling van de in artikel 8 bedoelde voorschotten uitgesteld wordt.

Ze neemt een einde zodra de Minister vaststelt door bemiddeling van een ambtenaar bedoeld in artikel 10 dat het Centrum nu zijn verplichtingen wel naleeft of dat het de onregelmatigheid en de gevolgen ervan rechtgezet heeft en dat de nodige maatregelen getroffen werden om de herhaling ervan te voorkomen.

2° De erkenning kan door de Minister ingetrokken worden indien :

— de inlichtingen die verstrekt werden in toepassing van artikel 5 onjuist blijken;

— het Centrum de opdracht bedoeld bij artikel 2 niet vervult;

— het Centrum de toestand niet rechtzet binnen een termijn van drie maanden vanaf de schorsing van de erkenning.

3° Alvorens over te gaan tot de schorsing of de intrekking van de erkenning zal de Minister of diens afgevaardigde een gemotiveerde aangetekende brief naar het Centrum zenden waarin hij kennis geeft van zijn voornemen tot schorsing of intrekking. Het Centrum beschikt dan over een termijn van één maand om zijn standpunt bekend te maken; zodra die termijn verstreken is, mag de Minister een beslissing nemen.

4° Het Centrum wordt per aangetekende brief in kennis gesteld van de schorsing van de erkenning, de intrekking van de erkenning en de vaststelling van het einde van de schorsing. »

Art. 5. In lid 2 van artikel 7 van bovenvermeld besluit worden de woorden « bepaalt hij op het ogenblik van de erkenning en daarna » vervangen door : bepaalt hij op het ogenblik van de erkenning en mag daarna bepalen ».

Art. 6. Artikel 9 van bovenvermeld besluit wordt als volgt gewijzigd :

a) punt 2° wordt vervangen door « alle wijzigingen van de statuten en van de personeelsbezetting van het Centrum onmiddellijk, per aangetekende brief, ter kennis te brengen van de « Service de l'aide sociale du Ministère de la Culture et des Affaires sociales » »;

b) aan punt 4° wordt de volgende zin toegevoegd : « De Minister mag het gebruik van een modeldagboek opleggen. »;

c) in punt 5° worden de woorden « aan de Minister » vervangen door « aan de « Service de l'aide sociale du Ministère de la Culture et des Affaires sociales » ».

Art. 7. Aan artikel 10 wordt het volgend lid toegevoegd :

« De Centra worden ertoe gehouden op hun aanvraag alle inlichtingen waarover ze beschikken en met betrekking tot de toepassing van dit besluit, te verstrekken, onverminderd het beroepsgeheim ten opzichte van de personen waaraan de hulp wordt verleend door het Centrum. ».

Art. 8. Na artikel 10 van het besluit wordt een artikel 10bis ingevoegd dat als volgt luidt :

« Art. 10bis. De Centra zijn er ook toe gehouden op de straatgevel een bericht aan te plakken waarop het bestaan van het Centrum en de uren van de hulpverlening, alsook de plaats waar de raadpleging plaatsvindt, vermeld staan. ».

Art. 9. In het opschrift van hoofdstuk II alsook in de artikelen 5, 6, 7 en 12 van het besluit, in de Franse tekst, dient het woord « agréation » door « agrément » vervangen te worden.

Art. 10. Er wordt een artikel 14 ingevoegd dat als volgt luidt :

« Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheid het Maatschappelijk Welzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. ».

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het Maatschappelijk Welzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 september 1993.

Vanwege de Regering :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,  
belast met de Sociale Zaken en de Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX